

Bourg en Bresse / 11 octobre 2013

**Regards de femmes / Enfants sans état civil, femmes sans droit**

**Intervention de Véronique MOREIRA, Vice-présidente de la Région Rhône-Alpes,  
déléguée à la coopération solidaire**

Plus que 846 millions d'affamé-es ! Comme en 1990 ! Félicitons-nous, entend-on autour de nous... Car la population mondiale a beaucoup augmenté entre temps ... Cherchez l'erreur.

Reprenons la statistique : 1,5 milliard de personnes souffrant de déficits nutritifs... c'est-à-dire rendus incapables de bien-être physique et mental, parfois pour toute leur vie, si rien ne change.

A la radio, j'entendais dernièrement l'une d'entre elles, interviewée, qui disait : « il y a le jour des parents... où les parents mangent, et le jour des enfants où les enfants mangent ... ». Que peuvent vivre et que peuvent devenir ces enfants ? Quelle « résilience » ? Puisque le mot est à la mode car les mots résistance, maladies traumatiques, survie, misère chronique, déplaisent au néolibéralisme ambiant... qui aiment colorer les crises d'une inéluctable bienséance, qui commence par soi-même.

« **Mal nommer les choses, c'est ajouter aux malheurs du monde** » écrivait Albert Camus.

Quand les choses sont crues, elles méritent d'être dites crûment... Pas ou pas seulement la photo de l'enfant mourant de faim (où nous allons chercher le réflexe de donner 1 euro ou 10 euros pour 3 repas... ), pas ou pas seulement la photo de villages en ruines et d'enfants soldats... mais la crudité permanente et même l'obscénité, d'un système mondial qui tolère que depuis 50 ans, on nous les montre ces photos... et on promet encore et encore d' « éradiquer la faim et la pauvreté... etc. », d'y mettre les sous, d'y mettre les moyens, d'y mettre les résultats... (Et puis on se ravise, et, une fois encore, on n'éradique plus que « l'extrême pauvreté »...)

Cela ne mange pas de pain, effectivement ... Contrairement aux vraies politiques publiques qui lutteraient contre les causes structurelles, contre l'illusion d'une éradication économiquement spontanée (la main invisible du marché... allant de krachs en krachs financiers mondiaux), assortie d'une aide humanitaire pour le temps des crises.

**Droits des enfants** : une convention internationale de l'ONU en 1999 seulement.

Dans la presse récemment, il y avait une enquête : La France est un des derniers pays de l'UE avec la Grande-Bretagne où les châtimements corporels sont encore acceptés et pratiqués ...

Ailleurs dans les 150 pays en développement, y compris dans les pays émergents qui fournissent encore les gros bataillons de la faim et de l'extrême pauvreté, la problématique est légèrement différente : Là-bas (car ici aussi il y a 18 millions de pauvres en UE mais nous avons un peu plus d'aide sociale), le drame des enfants réside dans :

- l'extrême pauvreté frappant surtout les femmes et les enfants et parmi eux les filles,
- le travail des enfants qui en découle, dans l'industrie mais aussi dans l'agriculture et donc l'absence d'éducation...
- les violences, car les pauvres sont sans droits et une main d'œuvre facile pour tout, y compris pour les conflits armés

**En tant que politique et écologiste**, je nous dois de distinguer ainsi (Cf. le communiqué de la Fondation Abbé Pierre) la détresse immédiate, à soulager immédiatement, et les causes structurelles qui méritent des politiques publiques prioritaires.

J'aimerais vous dire que la priorité est que **chaque collectivité locale coopère avec une collectivité du sud pour améliorer l'administration de l'état civil...** et bien sûr il faudrait le faire s'il n'y a pas assez de nationaux alphabétisés pour procéder à ces opérations assez simples et veiller à ce que ce soit fait...

**mais, en tant qu'écologiste et politique** indignée par l'absence de droits de plus d'un milliards d'êtres humains et le manque de ressources essentielles de 40% de l'humanité (dont 1 enfant sur 2 non déclaré), alors que ce n'est pas une fatalité, **la priorité et l'urgence, puisque nous sommes ici pour parler « actions »,**

**C'est de « s'attaquer » aux causes :** la pauvreté, le sous-développement, le mal développement, et leurs racines :

- les politiques d' « ajustement structurel » qui en fait d'ajustement vident les services publics essentiels, et d'ailleurs plus souvent ceux de santé, d'éducation et de justice que ceux de l'armée nationale,
- l'obsession de la croissance économique depuis 50 ans qui laisse le développement humain de côté, met des délais sans cesse reportés à l'accès aux droits essentiels, attendant un « ruissellement » des richesses et des droits sur tous et toutes...

Alors que ce qui croît, ce sont les inégalités quand il n'y a pas de politiques publiques de régulation dont la finalité soit sociale avant tout, de partage, et de redistribution.

**Devront-ils attendre 50 ans de plus** pour ne pas mourir de faim, pour ne pas mourir en couches (500 000 femmes encore par an), pour aller à l'école, accéder à une eau potable et à des sanitaires ? Attendant que leurs Etats, leurs gouvernements, leurs élites, leurs capacités « économiques » soient à la hauteur ?

Or tous et toutes, nous devrions dire que ce sont des cercles vicieux : la pauvreté engendre l'analphabétisme, la non alimentation des esprits et des corps, les grossesses non désirées, les enfants qui doivent travailler pour se nourrir et nourrir leur famille... Toujours plus nombreux face à l'inéquité du monde, le pillage des ressources, l'échange inégal, le chômage, et l'exil.

Alors que l'éducation, les revenus, un certain niveau de vie, en produisant de l'émancipation de l'urgence du jour et des rôles traditionnels, en engendrant notamment de l'émancipation féminine, produisent du développement humain et un environnement économique et social propice à l'innovation, au changement, au mieux être... et aux revendications de dignité, comme on l'a vu dans les soulèvements populaires du Maghreb et du Proche-Orient, des jeunes d'ailleurs. Il faudra bien de tels mouvements sociaux pour que ça change car rien ne change autrement, spontanément, sur une planète livrée aux rapports de force.

**La transition démographique** à l'œuvre partout où les revenus et l'éducation progressent de concert le montrent brillamment (cf. Italie, Espagne où cela a été très rapide... mais aussi Maghreb, Amérique latine...). A contrario, le Niger, un des pays les plus pauvres en PIB et IDH : 15 millions aujourd'hui, 70 millions en 2050.

D'ailleurs, si nous attendons la « croissance » partout cherchée et toujours très sélective sans permettre dès maintenant à chacun de mener une vie digne, qui peut croire que dans un monde globalisé **le ressentiment** ne finira pas par prospérer bien au delà des conflits ethniques et religieux, du terrorisme, qui en sont des expressions multiples, aberrantes et désespérées.

Mais beaucoup continuent de penser que si les pauvres veulent se développer, il faut qu'ils fassent moins d'enfants... Alors que les pauvres feront moins d'enfants quand ils seront moins pauvres, avec ce que cela veut dire.

Rappelons d'ailleurs un axe central de notre politique régionale de coopération solidaire : défendre **des politiques de régulation internationales et locales qui permettent en particulier le développement agricole pour la moitié de l'humanité** – là où sont encore le plus de femmes et d'enfants.

Car mon souci de soutenir les projets de solidarité avec les territoires ruraux les plus pauvres de la planète doit aller de pair avec les politiques attendues pour que nous ne détruisions pas d'un côté (par des relations internationales intéressées, la diplomatie commerciale) ce que nous tentons de faire de l'autre (la coopération décentralisée au développement, accompagner **des paysans et paysannes qui peuvent très bien se nourrir et nourrir leur ville si on les y autorisait**).

Revenons aux enfants, filles et garçons.... Mon engagement aujourd'hui dans la coopération solidaire part d'un **principe assez simple**, « humaniste » dira-t-on, qui structure ma réflexion et mon action : **la Corrèze et le Zambèze** pour détourner une phrase célèbre.

C'est particulièrement vrai de tout enfant qui naît aujourd'hui : Au nom de quel principe celui-ci ou celui-là aurait droit à nourriture, eau, école, santé, etc ... ? S'il y a aujourd'hui péréquation nationale en France entre une école en Corrèze et une autre à Strasbourg, ce que tous et toutes nous trouvons normal, pourquoi pas

au niveau mondial ? Parce que cet enfant là ne le mériterait pas ?! Parce que les parents de cet enfant-là ne l'auraient pas mérité ?!

Je vous laisse étendre ce principe aux adultes.... A partir de quand quiconque mériterait de mourir de faim, de souffrir d'analphabétisme, de mourir en couches faute d'une sage femme ou d'une maternité à portée de transport collectif ... ?

Les peuples méritent-ils les conflits dont ils souffrent partout dans le monde aujourd'hui (1,5 milliard de personnes vivent en zones de conflit) ? Alors que l'on sait que les conflits naissent et prospèrent dans la pauvreté, les conflits sur les ressources fossiles et naturelles, de plus en plus aigus et cachés, naissent et prospèrent dans l'opacité fiscale et financière des circuits économiques et étatiques... que le nord entretient pour son profit.

Que ces conflits, ces guerres, naissent aussi et prospèrent dans l'absence de démocratie que les pays développés ont acceptée et même alimentée pendant la guerre froide et jusqu'alors. Il y a bien là pour imiter la déclaration de RIO sur les dégradations environnementales et les efforts à fournir, une « **responsabilité commune mais différenciée** » des pays riches.

**Volonté d'agir au plus près du terrain mais aussi volonté de politiques matrices du monde de demain...**

C'est pourquoi je porte en même temps et au même niveau la coopération concrète avec des territoires du monde et le soutien à la société civile qui n'oublie pas qu'il faut construire une citoyenneté mondiale, des citoyens-monde capable de percevoir et de réclamer les droits à l'humanité pour chaque autrui partout dans le monde, petit-e ou grand-e, avec ou sans photo.